

Tout peut être changé



Par Charlotte Renouprez

Prendre conscience que tout est politique, prendre conscience de ce que cela implique est une base fondamentale de notre travail en éducation permanente. En effet, penser le monde et nommer les choses telles qu'elles sont, c'est se donner les moyens de changer ce que nous souhaitons changer.

« Tout est politique ». Énoncée rapidement, cette phrase pourrait donner l'impression de relever du mot d'ordre simpliste. Elle est d'ailleurs souvent mal comprise, voire disqualifiée. Certains confondent politique et partisan, d'autres qui y voient une exagération militante - « arrête de tout politiser, on ne peut plus rien dire/faire (biffer la mention inutile) ».

Mais qu'est-ce que cela signifie, au fond ?

Les origines du slogan sont attribuées à la révolte des étudiants de mai 68. En affirmant que « tout est politique », elles et ils affirmaient un principe de base : les relations de pouvoir et de domination se nichent dans l'ensemble de la société. Pour le dire autrement, l'ensemble des domaines de notre vie quotidienne, depuis ce qui semble le plus trivial (*qu'est-ce que je mange au petit-déjeuner ? où est-ce que je décide d'emmener mes enfants le dimanche après-midi ?*), le plus arbitraire, relevant d'affinités qui nous sont propres (*avec qui je tisse des amitiés ? avec qui je me mets en couple ?*) ou le plus naturel, neutre, évident (des phrases comme « le masculin l'emporte », « le Belge a une brique dans le ventre »...), eh bien tout cela est construit socialement, traversé par les rapports de pouvoir et de domination qui structurent la société. Tout est le produit d'une certaine organisation de la société et de choix collectifs, rien ne peut se construire « en dehors » de cela, pas même le fait de vouloir s'extraire de la société.

Des implications majeures

Rien n'est neutre. Aucun choix, aussi petit ou anecdotique soit-il, n'est politiquement neutre. Même choisir de ne pas choisir, de ne pas se positionner. Faut-il pour autant se prendre la tête à chacun des milliers de choix que nous devons opérer quotidiennement ? Adopter une sorte de posture moralisatrice lorsqu'une connaissance pose un choix que l'on désapprouverait politiquement ? Certainement pas. Gare à la sur-responsabilisation individuelle, tendance toute « naturelle » dans nos sociétés où l'individu entrepreneur de lui-même est glorifié, considéré comme le seul vecteur de changement ! Ce qui est intéressant derrière l'idée que rien n'est neutre, ce n'est pas tant le fait qu'untel a *choisi* d'acheter des vêtements low-cost ou qu'une autre adore le barbecue, c'est plutôt qu'elle nous amène à nous poser une série de questions : est-ce qu'untel a réellement choisi librement ? En quoi l'organisation de la société, les conditions matérielles d'existence des uns et des autres, oriente, voire détermine leurs choix ? Finalement, qu'est-ce que ces choix disent de nous et de nos rapports les uns aux autres ? La seconde dimension à souligner, c'est le fait que tous les éléments de notre vie quotidienne, tout ce qui nous entoure, a été produit dans certaines conditions, elles-mêmes déterminées par notre organisation sociale et politique, qui favorise les inégalités ou nous en protège. Enfin, un dernier aspect à mettre en lumière est le fait que ne rien dire, ne pas se positionner, c'est tout de même prendre position. D'autant plus face à une situation d'injustice : ne rien dire, c'est prendre le parti du plus fort, ou à tout le moins lui laisser toute la place...

Décider que quelque chose n'est pas politique, est précisément politique. En décrétant que quelque chose n'est pas politique, nous le considérons comme neutre, comme étant la *norme*, la *référence*. C'est s'empêcher de penser sa remise en question. Exemple : lorsqu'on nous dit que, c'est bien connu, « *le Belge a une brique dans le ventre* », on fige une certaine vision du logement : la seule voie possible est celle de la propriété privée, si possible une nouvelle construction quatre façades en périphérie de la ville. Or cela n'a rien d'immuable ou d'inné. Ce sont des choix politiques qui, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, favorisent largement la propriété privée et l'étalement urbain. Cette phrase – de même que l'émission télévisée qui va avec – n'a rien de neutre. Elle crée un imaginaire duquel il est difficile de sortir.

Conscientiser le fait que tout est politique donne à voir que **rien n'est immuable** : si tout est politique, alors tout peut être modifié, transformé, débattu, remis en question. Et cela, pour nous qui avons l'ambition de construire un monde plus juste, plus solidaire, qui luttons contre toutes les dominations, c'est précieux. Une fois identifié et explicité le caractère politique de tel ou tel élément, de telle ou telle situation, un débat autour des alternatives est possible. C'est finalement approfondir et renforcer la démocratie : sortir du consensus mou pour mettre en débat et construire ensemble d'autres pratiques, d'autres modèles de société.

Une précision importante cependant : politique ne veut pas dire partisan. C'est un classique rabâché par celles et ceux qui refusent de voir que tout est politique – bien souvent, ceux-là même qui tirent parti de la manière dont la société est organisée. Ils et elles confondent, souvent à dessein, les deux termes qui ne renvoient pas du tout à la même chose. Il n'est nullement question de parti politique ici, de couleur politique, ni même de tendance. Dire que le monde est structuré par des rapports de domination (classe – genre – race), que certains en sortent gagnants et d'autres perdants et que tous les aspects de nos vies sont traversés par ces rapports de domination, ce n'est pas adopter la position de tel ou tel parti, mais décrire la réalité. Confondre « partisan » et « politique » en vue de décrédibiliser cette description de la réalité, c'est défendre l'immobilisme, le *statu quo*. Comme acteurs de l'éducation permanente nous sommes confrontés de plus en plus souvent à cet amalgame en vue de discréditer notre démarche. Or, l'éducation permanente, en tant que démarche ayant pour vocation de construire une émancipation individuelle et collective, est une démarche fondamentalement politique. Mais elle est aussi fondamentalement non partisane : l'émancipation, c'est donner aux individus et aux groupes les outils pour voir et penser le monde, à l'aune de certaines valeurs, et poser des choix en conséquence. En toute indépendance donc.

Quelques exemples pour bien comprendre

L'espace (public), l'urbanisme est politique : Henri Lefebvre, dans *Le Droit à la ville* (Anthropos, 1968) et *La Production de l'espace* (Anthropos, 1974), formule la thèse suivante : l'espace n'est pas un contenant neutre dans lequel la vie sociale s'installerait. Il est lui-même un produit des relations sociales, une résultante des rapports de force, un enjeu permanent de luttes politiques¹. Autrement dit, la manière dont l'espace public est aménagé a un impact sur l'ensemble de la société, sur les passants et les usagers des espaces publics. Elle organise, rend possible et favorise certains usages et catégories d'usagers, en empêche d'autres. Elle régule. Telle place publique sera aménagée avec ou sans banc ? Avec ou sans arbres ? Avec des assis-debout ou des assises individuelles, empêchant ainsi le fait de s'y coucher ? Avec ou sans toilettes publiques ? De l'éclairage public ? Avec ou sans zones de loisir, de jeux, des espaces de rencontre ? Quelle place est réservée aux publicités ? Telle voirie aura-t-elle des trottoirs larges ? De grandes avenues avec de multiples places de parking ? On peut décliner ces questions à l'infini, le constat restera le même : l'espace public organise, prédétermine les relations sociales. Aujourd'hui, dans les grandes villes européennes, la tendance est à l'urbanisme dit *défensif* : limiter les interactions sociales non désirées en installant des assises individuelles, des assis-debout, voire pas de banc du tout. Une manière de gérer les nuisances liées à la pauvreté en s'attaquant aux personnes en situation de pauvreté et pas à la pauvreté elle-même².

« **Le masculin l'emporte** », convention linguistique bien ancrée depuis notre plus jeune âge, voilà bel et bien un construit politique : le masculin est le genre « par défaut » depuis la fin du 18^e siècle. Avant cette époque, il existait d'autres règles grammaticales qui permettaient de régler cette question avec beaucoup plus de nuance. Aujourd'hui, la montée en puissance de l'écriture inclusive (pratique permettant de s'assurer une égalité de représentation entre les genres, qui comprend beaucoup plus de conventions qu'uniquement le point médiant, rappelons-le !), replace sur le devant de la scène les débats (parfois houleux) sur le caractère politique de l'écriture : est-ce bien là qu'est le combat aujourd'hui ? Ne devrions-nous pas mettre notre énergie sur des luttes « concrètes » comme l'allongement du congé de paternité par exemple ou la diminution des inégalités salariales, plutôt que sur des « détails » comme celui-là ? « *Encore un truc d'illuminées qui rend la lecture impossible, une manière de se différencier, d'exister...* » Bref, vous avez compris l'idée. Rien que l'existence même du débat entre les *pro* et les *anti* nous montre le caractère politique de la chose. En tout cas, des études récentes démontrent que la règle du masculin générique induit spontanément des biais androcentrés, en activant des représentations mentales masculines. Avec toutes les conséquences tangibles que l'on connaît... Le langage influence bel et bien notre perception du monde, et à ce titre il est politique.

Les manifestations sont des espaces politiques. Celle-là, elle nous semble évidente. Et pourtant... Le groupement d'associations organisateur de la Pride de Tournai – dont notre régionale du Hainaut occidental fait partie – a été récemment confronté à cette question. Leur autorisation de manifester a été conditionnée à une interdiction de tous drapeaux, pancartes, slogans s'éloignant de l'objet premier de l'événement, à savoir la promotion des droits des minorités LGBTQIA+. Exit les drapeaux palestiniens, exit les symboles d'autres luttes sociales ou syn-

dicales... Parce que, une Pride... « Ce n'est pas politique vous voyez » ! Au-delà de la préoccupation concernant la liberté associative et la liberté d'expression, largement dénoncée par le collectif organisateur³, il s'agit d'une vision déformée et réductrice de ce qu'est une manifestation. Quoi de plus politique que de revendiquer la rue pour, collectivement, défendre des droits, des valeurs, dénoncer des choix politiques ?

Ma coupe de cheveux est politique. Un dernier exemple pour la route. Rien n'est anodin, pas même ce que l'on demande à notre coiffeur ! Pour commencer, qui a les moyens d'aller chez quel coiffeur ? Régulièrement, une fois par an ? Se faire teindre les cheveux, se faire une permanente, une mise en plis ? Comment expliquer que les femmes soient plus nombreuses que les hommes à se teindre les cheveux blancs ? Selon certaines études, 75% des femmes se teindraient les cheveux contre seulement 30 à 40% des hommes. Pourquoi n'est-il pas toujours aisé de trouver un professionnel pour certains types de cheveux texturés (les cheveux frisés, afro, crépus) ? La coupe de cheveux est un marqueur social puissant, tant d'un point de vue socio-économique que socio-culturel. Pour certains foyers, l'accès régulier à un coiffeur professionnel représente un budget difficilement assumable, creusant encore le fossé entre ceux qui ont les moyens d'avoir une apparence « soignée » et les autres. C'est parfois aussi la dépense qu'on ne peut pas se permettre mais que l'on fait quand même, justement pour ne pas être assimilé à cette catégorie sociale-là. Par ailleurs, le cheveu « lisse » a été historiquement considéré (et à bien des égards, l'est encore) comme la norme professionnelle et culturelle. Et pour les personnes concernées, se réapproprier sa texture de cheveu est un acte politique en soi. Il existe d'ailleurs des mouvements et collectifs qui militent contre la discrimination capillaire, comme le mouvement Nappy⁴. Le cheveu, c'est donc bien politique !





Reprendre le pouvoir sur le pouvoir

Pourquoi est-il nécessaire aujourd'hui de réaffirmer que *tout est politique* ? À l'heure où l'on parle de bataille culturelle, d'hégémonie culturelle, où les choix politiques réactionnaires et austéritaires favorisant le repli sur soi nous sont présentés comme irrémédiables (vous savez, le fameux TINA, « There Is No Alternative »), se rappeler que *tout peut changer* est salvateur. Rendre visibles les rapports de domination, c'est se doter d'outils de compréhension du monde et de l'ordre social existant. Mais c'est surtout se redonner collectivement la possibilité d'inventer de nouvelles manières de faire et d'être qui soient plus égalitaires et émancipatrices pour toutes et tous. « *Le pouvoir se perpétue en se rendant invisible* » disait Michel Foucault⁵. Alors rendons-le visible. Nommons-le, pointons-le du doigt, et surtout donnons-nous les moyens de mettre en débat ses alternatives.

« Dans chacun de ces domaines que l'on présente habituellement comme relevant de la nature, de la technique, de la culture ou de la vie privée, on trouvera les mêmes structures : des choix qui se présentent comme des nécessités, des intérêts qui se déguisent en universels, des dominations qui se donnent l'apparence du sens commun. Rien n'est neutre. Et savoir cela change tout⁶. » □

1. « Tout est politique, épisode 3 - Les murs ont une idéologie », Le Club de Mediapart, 11 avril 2026.
2. Pour aller plus loin sur cette question, je vous invite à lire l'interview de Michaël Labbé « Les villes mettent en œuvre une violence qui agit sur le mépris » dans l'Alter Echos n°480.
3. « Pride de Tournai : les organisateurs dénoncent l'interdiction de certains symboles lors du cortège », No Télé, 26 juin 2026.
4. « Le cheveu, c'est politique, rappelle le documentaire "Je suis noires" », Site Internet *Le Temps*, 4 mars 2022, www.letemps.ch.
5. Michel Foucault, *Surveiller et punir*, naissance de la prison, Gallimard, 1975.
6. « Tout est politique, épisode 1 - Rien n'est neutre », Le Club de Mediapart, 3 avril 2026.